



# La France réduit drastiquement les visas aux ressortissants du Maghreb

4 octobre 2021

**La France réduit drastiquement les visas aux ressortissants du Maghreb**

**Le fond de l'air est brun !**

**Les surenchères sur le dos des Maghrébins**

Décidément, à chaque période électorale la même musique lancinante est orchestrée : Les migrants seraient la source des problèmes de la France ! Cette fois-ci nous atteignons un degré d'ignominie invraisemblable avec les délires d'un candidat à la présidentielle (non déclaré pour l'instant) qui en appelle à « la pureté de la race française » ! Comme avant lui l'extrême droite et nombre de leaders de la droite.

Face à ce climat nauséabond, le président de la République n'a pas trouvé mieux que de surenchérir en décidant la limitation de délivrance des visas à hauteur de 50% aux demandeurs venant des trois pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie), invoquant le refus des autorités de ces trois pays de délivrer plus de laissez-passer, par leurs consulats, aux migrants sous le coup d'une obligation à quitter le territoire (OQTF).

Cette mesure met de nouveau, à l'index une population stigmatisée depuis toujours, mais elle risque également de toucher gravement les échanges familiaux de Françaises et de Français d'origine maghrébine, instaurant, de fait, une citoyenneté à deux vitesses.

Il est urgent de s'élever contre une aussi grave atteinte aux droits humains qui porte, pour des raisons de chantage honteux, atteinte à la libre circulation de citoyens ayant leurs attaches, aussi bien en France qu'au Maghreb.

Cette mesure est le signe d'une grave pollution du débat public, mettant en avant les thèses les plus extrémistes, cherchant encore une fois à imposer le thème de l'immigration, pour escamoter les véritables questions liées à la justice sociale, la solidarité et l'égalité des droits.

Nous associations signataires, réclamons l'arrêt de cette mesure discriminatoire et inhumaine, et appelons l'ensemble des acteurs de la société civile, tant en France que dans les pays du Maghreb, à se mobiliser pour empêcher de telles dérives.

Paris, le 30 septembre 2021

Décidément, à chaque période électorale la même musique lancinante est orchestrée : Les migrants seraient la source des problèmes de la France ! Cette fois-ci nous atteignons un degré d'ignominie invraisemblable avec les délires d'un candidat à la présidentielle (non déclaré pour l'instant) qui en appelle à « la pureté de la race française » ! Comme avant lui l'extrême droite et nombre de leaders de la droite.

Face à ce climat nauséabond, le président de la République n'a pas trouvé mieux que de surenchérir en décidant la limitation de délivrance des visas à hauteur de 50% aux demandeurs venant des trois pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie), invoquant le refus des autorités de ces trois pays de délivrer plus de laissez-passer, par leurs consulats, aux migrants sous le coup d'une obligation à quitter le territoire (OQTF).

Cette mesure met de nouveau, à l'index une population stigmatisée depuis toujours, mais elle risque également de toucher gravement les échanges familiaux de Françaises et de Français d'origine maghrébine, instaurant, de fait, une citoyenneté à deux vitesses.

Il est urgent de s'élever contre une aussi grave atteinte aux droits humains qui porte, pour des raisons de

chantage honteux, atteinte à la libre circulation de citoyens ayant leurs attaches, aussi bien en France qu'au Maghreb.

Cette mesure est le signe d'une grave pollution du débat public, mettant en avant les thèses les plus extrémistes, cherchant encore une fois à imposer le thème de l'immigration, pour escamoter les véritables questions liées à la justice sociale, la solidarité et l'égalité des droits.

Nous associations signataires, réclamons l'arrêt de cette mesure discriminatoire et inhumaine, et appelons l'ensemble des acteurs de la société civile, tant en France que dans les pays du Maghreb, à se mobiliser pour empêcher de telles dérives.

Paris, le 30 septembre 2021

**Premiers signataires :**

- Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA)
- Action Jeunesse FMAS - Maroc
- Amis de l' Algérie Nouvelle
- Asbl Na'oura - Belgique
- Assemblée citoyenne des originaires de turquie (ACORT)
- Association citoyenneté, développement, cultures et migrations des deux rives (CDCMIR)
- Association de défense des droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM)
- Association démocratique des Tunisiens en France (ADTF)
- Association El Ghorba
- Association des familles des prisonniers et disparus sahraouis (AFAPREDESA)
- Association féministe Tharwa n'Fadhma n'Soumeur Algérie
- Association Femmes Plurielles (AFP)
- Association des Marocains en France (AMF)
- Association marocaine des droits de l'Homme (AMDH)
- Association Nachaz - Disonnances Tunisie
- Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD)
- Association des Travailleurs Maghrébins en France (ATMF)
- Association des Tunisiens en France (ATF)
- Association tunisienne de soutien des minorités (ATSM)
- Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC)
- Association Vigilance pour la démocratie et l'Etat civique (Yakadha)
- Assirem n'yellis N'Djerdjer, Algérie
- CIBELE
- Centre de recherche et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM)
- Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID)
- Coalition internationale des sans-papiers migrants (CISPM)
- Coalition marocaine pour la justice climatique
- Coalition tunisienne contre la peine de mort (CTCPM)
- Collectif des amis du Manifeste pour l'Algérie nouvelle (CAMAN) France
- Collectif associatif pour l'observatoire des élections - Maroc
- Collectif pour l'avenir des foyers (COPAF)
- Collectif des familles de disparues en Algérie (CFDA)
- Collectif Soumoud - Tunisie
- Comité pour le développement et le patrimoine (CDP)
- Comité de citoyens algériens en France pour une Assemblée constituante souveraine (CCAF-PACS)
- Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT)
- Comité de vigilance pour la démocratie en Tunisie (CVDT)
- Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA)
- Confédération générale des travailleurs mauritaniens (CGTM)
- Coordination maghrébine des organisations de droits de l'Homme (CMODH)

- Debout l'Algérie
- Droits Ici et Là-bas (DIEL)
- Droit au logement (DAL)
- Droits devant
- E-Joussour portail Maghreb- Machrek
- EMCEMO - Pays-Bas
- Europe solidaire sans frontières (ESSF) - France
- Fédération des associations de solidarités avec tout-e-s les immigré-e-s (FASTI)
- Fédération nationale de la libre pensée (FNLP)
- Fédération syndicale unitaire (FSU)
- Fédération des tunisiens citoyens des deux rives (FTCR)
- Fondation Copernic
- Fondation Frantz Fanon
- Forum des Alternatives Maroc (FMAS)
- Forum marocain vérité et justice (FMVJ)
- Forum de solidarité euro-méditerranéenne (FORSEM)
- Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES)
- Front uni des immigrations et des quartiers populaires (FUIQP)
- Groupe antiraciste de défense et d'accompagnement des étrangers et migrants (GADEM)
- Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés (GISTI)
- Immigration Développement Démocratie (IDD)
- Institut de formation des agents de développement (IFAD)
- Khamsa Solidaires d'ici et d'ailleurs
- Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH)
- Ligue des droits de l'Homme (LDH)
- Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH)
- Ligue des écrivains tunisiens libres (LETL)
- Migreurop
- Mouvement citoyen des tunisiens en France (MCTF)
- Mouvement contre le racisme et l'amitié entre les peuples (MRAP)
- Observatoire marocain des libertés publiques (OMLP)
- Observatoire marocain des prisons (OMP)
- Organisation 23\_10 d'appui au processus de transition démocratique
- Organisation contre la torture en Tunisie (OCTT)
- Pont de Genève
- Pour une Nouvelle Algérie (PUNA)
- Rassemblement Action Jeunesse (RAJ) Algérie
- Réseau euro-maghrébin citoyenneté et culture (REMCC)
- Réseau Euromed Maroc des ONGs
- Réseau féministe rupture (RFR)
- Riposte internationale (RI) Algérie
- Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP)
- Solidarité laïque (SL)
- SOS Migrants ASBL - Belgique
- Union des juifs français pour la paix (UJFP)
- Union syndicale solidaires
- Union des tunisiens pour une action citoyenne (UTAC)

### **Partis**

- Ensemble
- Europe Ecologie Les Verts (EELV)

- Nouveau Parti anti-capitaliste (NPA)
- Pour une écologie populaire et sociale (PEPS)
- Parti communiste français (PCF)
- Parti Aljournhour, France Nord
- Parti Elmassar France - Tunisie
- Parti Ettakatol, France -Tunisie
- Parti des travailleurs de Tunisie - section France

- Emplacement : réINVENTER le syndicalisme > A l'international > Actualités internationales >
- Adresse de cet article :  
<https://ancien.solidaires.org/La-France-reduit-drastiquement-les-visas-aux-ressortissants-du-Maghreb>